

L'ÉCONOMIE SOCIALE EN MOUVEMENT

CAHIER D'INFORMATION

produit par:



CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



CULTURE ET ÉCONOMIE SOCIALE

POUR JOINDRE LE SOCIAL À L'AGRÉABLE

L'été est là et plusieurs profiteront des nombreux festivals, spectacles, expositions et pièces de théâtre partout à travers le Québec. La plupart de ces activités culturelles sont produites par des organismes sans but lucratif qui appliquent les principes des entreprises d'économie sociale depuis toujours : un fonctionnement démocratique, la poursuite d'une mission sociale, une implication et un enracinement dans leur communauté.

Les entreprises du secteur culturel en économie sociale sont multiples. Des théâtres aux festivals et fêtes de quartiers ou de villages, des écomusées aux maisons d'éditions, du développement des arts du cirque au développement des cultures émergentes, elles animent et rendent attrayants les milieux de vie, créent une relève artistique, contribuent à nourrir et faire rayonner la culture québécoise et sont un apport économique et social important partout au Québec.

Jean-François Leblanc



LA CULTURE COMME MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT

Les entreprises d'économie sociale du secteur culturel exercent un rôle clé sur le développement local. Plusieurs manifestations culturelles sont à l'origine de dynamiques de revitalisation et d'un développement touristique qui ont donné un second souffle à plusieurs régions.

C'est le cas notamment du Festival de la chanson de Petite Vallée, en Gaspésie. Événement artistique d'envergure nationale présentant de jeunes talents de la chanson francophone, le Festival facilite la rencontre de générations, la confrontation d'idées et la transmission de savoirs autour d'un concours de la relève en chanson. Le Festival a littéralement fouetté le dynamisme local et génère une énergie qu'on dit unique dans la francophonie.

« Le développement économique ne suffit plus pour garder les jeunes en régions » lance Denis Bussières responsable du dossier de la culture au Chantier de l'économie sociale et coordonnateur de l'Alliance de recherches universités-communautés en économie sociale. Il est convaincu que sans vitalité culturelle et en l'absence d'un bouillonnement artistique, les régions seraient condamnées à se dépeupler de leur jeunesse.

Cette volonté de répondre à des besoins locaux, les Zybrides de l'Abitibi l'ont bien comprise! L'organisme a également développé une collaboration avec l'école primaire Notre-Dame de Rouyn-Noranda depuis déjà près de quatre ans. Environ 80 personnes par semaine fréquentent l'orga-

nisme par le biais d'un projet familial qui permet aux parents de participer à différents ateliers alors que les plus jeunes s'adonnent à divers exercices d'expressions artistiques. «Le développement local passe par le fait que nous mettons notre théâtre à la disposition des gens d'ici pour leurs besoins d'une salle de spectacle. C'est ce qui a fait de notre théâtre (dont l'édifice a été récemment acquis par la troupe) un des moteurs de synergie locale » résume Lise Pichette.

Depuis janvier 2001, le Petit Théâtre a donné une scène à 145 artistes professionnels, 120 artistes de la relève, 80 enfants de la maternelle, 50 adolescents, 60 parents. En novembre 2001, la compagnie investit 20 000\$, com-

me mise de fonds pour l'achat du Petit Théâtre. En plus de présenter ses propres productions, elle fournit des locaux de répétition à trois groupes de musiciens et un local de tournage aux élèves en cinéma du collégial et de l'université. Elle donne aussi gracieusement du coaching pour la préparation d'auditions et pour le tournage de vidéo.

Le grand mérite des Zybrides est assurément d'avoir cru que la région avait une parole, un verbe, une voix qui pouvait se faire entendre par le théâtre. Son choix de créer des textes d'auteurs régionaux et de produire en région a certes contribué à développer une identité culturelle régionale.



Le ministère de l'Industrie et du Commerce
partenaire des entreprises d'économie sociale

www.mic.gouv.qc.ca

Industrie
et Commerce
Québec

DÉMOCRATIE CULTURELLE

En terme de démocratie et de culture, deux courants se côtoient : démocratisation culturelle et démocratie culturelle. Tantôt en opposition, souvent en complémentarité, le premier concept tient son origine des années 1950 et est



principalement associé aux maisons de la culture. Il implique une sélection de différents spectacles, présentés par la suite de manière très accessible à la population. Le second, réfère à une inclusion du public à la démarche de production et de présentation.

La démocratie culturelle privilégie la participation de tous et amène une interaction avec les artistes. C'est l'approche qu'à choisi de développer Faites de la musique en se fondant sur l'hypothèse voulant que l'objectif ne soit pas uniquement de donner « un spectacle, mais aussi de susciter un débat social entourant la culture pour viser une culture pour tous » comme l'explique Luc-Michel Belley.

Pour arriver à cet objectif, Faites de la musique a mis sur pied différentes initiatives dont une série de spectacles, organisée à même les usines pour rejoindre les ouvriers ou encore un projet d'école de musique pour les enfants du quartier Hochelaga-Maisonneuve de Montréal. Les cours sont offerts à prix très abordables, prévoyant même des versements minimes et étalés sur plusieurs mois pour convenir aux prestataires de

l'aide sociale. La dynamique des cours prévoit également que les enfants apprennent à diriger leur orchestre et peuvent ainsi se guider eux-mêmes.

Au niveau du loisir, les pratiques amateurs

comme celles des chorales et des harmonies font aussi partie de l'économie sociale et sont une forme d'expression culturelle. Ces organismes regroupent des milliers de citoyens passionnés par des activités de loisir culturelles et scientifiques dont un très grand nombre ont choisi de consacrer bénévolement leur temps libre aux loisirs des autres. Ils ont choisi d'être acteurs et non seulement spectateurs de la culture. Ils comptent dans leurs rangs des experts qui partagent généreusement leurs compétences; des élites qui développent des talents; des espoirs pour la culture professionnelle comme pour les carrières scientifiques. On y développe une culture accessible et engagée, une culture démocratique

couvrant tout le territoire québécois, rejoignant les communautés non par la force des médias, mais plus important, par l'insertion dans le quotidien de dizaines de milliers d'individus.

La culture de l'économie sociale se nourrit aussi beaucoup à l'underground. Cet univers séduit, alimente et stimule les acteurs qui vivent dans ces eaux de production et qui ramènent sans cesse le débat de la culture avec un grand « C ». D'ailleurs, certains en ont fait leur cheval de bataille, comme Luc-Michel Belley « Ce qui est reconnu, voire industrialisé, devient vite uniforme... et ce n'est pas ce qui décrit un peuple. Les artistes en marge, avec des choses qui dérangent, c'est là qu'est le bouillonnement créatif. Et c'est notre rôle à nous, de montrer qu'il y a une autre porte de sortie... autre que la culture officielle ».

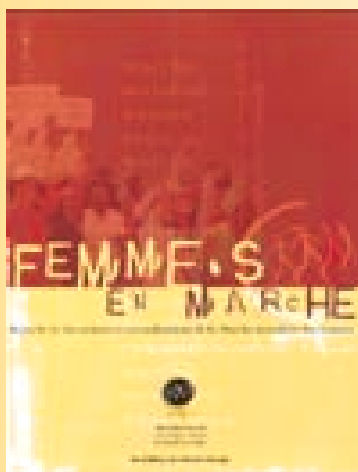
Pour les entreprises d'économie sociale, le choix de la démocratie culturelle ne doit pas être mis en opposition aux actions pour la démocratisation, mais il doit être vu comme une tentative de pousser plus avant l'accès universel à la culture.

Les entreprises culturelles en économie sociale s'inscrivent résolument dans le mouvement de démocratie culturelle qui privilégie « une plus large participation à la vie culturelle, non seulement dans la fréquentation des œuvres, mais dans la production de la culture, dans l'engagement au sein d'associations volontaires et dans la prise en charge des pouvoirs culturels. » Comme le souligne ainsi Lise Santerre, le modèle de la démocratie culturelle « reconnaît la portée sociale de la culture, qui peut contribuer à la revitalisation du lien social, au renforcement de l'identité culturelle, à l'intégration de groupes minoritaires ou des exclus... La démocratie culturelle privilégie la participation active à la vie culturelle, notamment via les pratiques en amateur. »

ÉDITIONS REMUE-MÉNAGES

Lire et penser autrement

Nées d'un désir de rendre accessible et disponible en librairie des travaux vulgarisés de recherches spécialisées et d'œuvres littéraires d'auteurs, les Éditions du remue-ménage diffusent sous la bannière féministe. Parmi les 138 titres qui figurent dans le catalogue des éditions, mentionnons « Maternité lesbienne » qui a d'ailleurs gagné le prix de l'IRES, « Plus que parfaite » premier livre du genre qui présente une perspective socio-historique de l'aide domestique à partir de 1850, l'Agenda des femmes et deux livres en créole sur la conservation de la nourriture et les jardins familiaux et communautaires



LOCAL DISTRIBUTION



FINANCEMENT ET RÉSEAUTAGE

Le financement des entreprises culturelles d'économie sociale se conjugue avec l'inconfortable réalité d'être assis entre une mission culturelle et une mission communautaire. Cette position entre deux chaises a valu au secteur d'être ballotté entre deux bailleurs de fonds ministériels. Le secteur bénéficie maintenant d'un interlocuteur de plus. «Ce n'est que tout récemment que les entreprises culturelles sont financées par les fonds locaux d'économie sociale, même si les organismes de ce milieu supportent la philosophie depuis des années », estime Luc-Michel Belley.

La venue de ce financement nouveau a été plus que salutaire. Cet avènement n'a pas réglé tous les problèmes. Le secteur manque encore de vision à long terme. Mais pour Ginette Péloquin, le 25e anniversaire des Éditions Remue-ménage, elle le doit en bonne partie à l'économie sociale. « L'opportunité de développement en économie sociale, c'est ce qui nous a sauvé », confie la co-directrice.

Cela dit, il reste encore certaines étapes à franchir pour atteindre une certaine vitesse de croisière, notamment au niveau du réseautage. Ginette Péloquin réclame un réseau des entreprises culturelles. «Le problème, c'est que la culture, selon ses formes, a son organisation et ses problématiques

Les entreprises d'économie sociale du secteur de la culture requièrent du financement public comme les autres entreprises privées qui bénéficient déjà de fonds publics couvrant la moitié de leur financement.

propres à l'édition, à la musique ou à la scène » continue Ginette Péloquin. « Ce qu'il faudrait, c'est plus qu'un réseau de mise en commun, en fait, c'est plutôt au niveau stratégique et politique qu'il faut se regrouper et faire des représentations » poursuit-elle. Mais pour ce faire, il faut encore trouver l'énergie et le financement. À Montréal, c'est au bas mot 150 entreprises qu'il faut solliciter!



Jean-François Leblanc

Cet appel a d'ailleurs été entendu par Luc-Michel Belley de Faites de la musique qui travaille sur le dossier. Pour lui, le défi est de trouver des partenaires régionaux qui partagent la même vision du développement culturel et local. Environ huit régions ont déjà emboîté le pas à la démarche.

Ce mouvement de réseautage aura une deuxième finalité, celle de créer des ponts de coopération servant à rallier les entreprises des régions éloignées. Lise Pichette des Hybrides de l'Abitibi affirme que l'éloignement retranche certains groupes en dehors des cercles d'influences, mais aussi bien loin des stimulations propres au fourmillement des grands centres. « On aimerait bien aller dans d'autres régions, mais c'est pas facile pour nous de sortir d'ici » déplore-t-elle. Le réseautage permettra peut-être de venir à bout de cette situation.

MUSIQUE MULTI-MONTRÉAL

L'émergence fait surface

Cette entreprise d'économie sociale de distribution collective de disques compacts se voue à la libre circulation des autoproductions et projets musicaux de producteurs alternatifs. Entamant sa deuxième année d'existence, son catalogue exclusif affiche plus de 75 titres francophones sur 130 albums. LOCAL fait connaître son répertoire bigarré, rendant disponible au public québécois aussi bien la chanson que le rock, punk, métal, l'électro ou le world, à travers un réseau de 200 disquaires, dont le quart sont spécialisés.

Olivier Samson-Ricard



Marier les musiques du monde

Musique Multi-Montréal travaille depuis maintenant près de douze ans à mettre en lumière le lien musical tangible qui existe entre les artistes professionnels québécois de différentes origines. Le leitmotiv créatif de Musique Multi-Montréal réside dans cette rencontre entre compositeurs et interprètes issus de différentes communautés culturelles.

L'organisme s'est aussi donné pour mandat de consolider la diffusion, à travers le réseau établi des diffuseurs du Québec et du Canada, des nouvelles créations musicales issues des divers paysages sonores de la planète. Ainsi, Musique Multi-Montréal est en mesure de garantir une offre de services accessible, diversifiée et de qualité, dans le domaine des musiques du monde.

LES JOURNÉES
DE LA CULTURE

ASSURER UNE MÉDIATION ENTRE L'ART ET LE CITOYEN



Tenues chaque année le dernier week-end de septembre, les Journées de la Culture allient la culture sous toutes ses formes à un volet éducatif, d'échange et d'expérimentation. « Le but est d'établir un contact direct entre les artistes, les travailleurs culturels et les citoyens dans contexte chaleureux, à l'intérieur même des ateliers ou des salles de répétition » annonce la directrice de l'événement, Louise Sicuro.

À l'Anse-à-Valleau en Gaspésie, site de la première station de radio amateur de l'Amérique du Nord, le comité organisateur a profité des Journées de la Culture pour faire du site un Centre d'interprétation, petit musée de la radio amateur, ouvert tout au long de l'été!



Mettre en valeur les initiatives locales, c'est le but que s'étaient fixées les Journées de la Culture au moment de leur création il y a bientôt six ans. « On assiste aujourd'hui à une nette appropriation locale de l'événement. Dans son déploiement, les Journées jouent ainsi un rôle de campagne-parapluie par rapport à la diffusion des événements locaux », confie Louise Sicuro.

Derrière les Journées, il y a un véritable « mouvement de fond qui est le droit pour tous à la culture et une mise en valeur de l'importance culturelle dans le développement individuel et collectif », poursuit Louise Sicuro. Pour ce qui est du volet du développement local, elle ajoutera : « il y a tout un travail de terrain qui va plus en profondeur et qui amène les gens à découvrir les richesses de leurs régions ».



Jean-François Leblanc

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des trois organisations suivantes:



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants:

Chantier: (514) 899-9916
CSMO-ÉSAC: (514) 259-7714
RISQ: (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organisations:
1-888-251-3255

Production de ce cahier: Carine Guidicelli, Louise Lafortune, Lise Millette et Jean Robitaille.

Graphisme: Composition Fleur de Lysée.

Photos: Conseil québécois du loisir.

Ce cahier d'information est publié six fois par année et inséré à 100 000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Recto Verso*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.

FONDATION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

**La Caisse d'économie
Desjardins des Travailleuses
et Travailleurs (Québec)**